

Syndicalisme et situations d'illettrisme

Introduction

Cette article est la synthèse d'une recherche¹, conduite en 2004-2005 qui comme mes précédents travaux tant sur les représentations et la formation² que sur les rapports des adultes en situations d'illettrisme aux NTIC³ ou bien encore celui concernant leur possibilité de VAE⁴ s'inscrit dans les mêmes objectifs, d'abord mieux appréhender une population plus souvent connue à travers l'imaginaire social que le travail d'enquête. Ensuite et au-delà, il participe aussi à la même ambition que mes autres travaux sur ces publics, à savoir, faire entendre la parole de ceux qu'on n'entend pas comme Michel Foucault le proposait déjà quand il écrivait : "j'aimerais bien écrire l'histoire des vaincus. C'est un beau rêve que beaucoup partagent : donner enfin la parole à ceux qui n'ont pu la prendre jusqu'à présent, à ceux qui ont été contraints au silence par l'histoire, par tous les systèmes de domination et d'exploitation"⁵. Encore que, pour ceux dont il sera question dans cet article, ils ont su à leur manière prendre la parole et, au-delà des systèmes de domination, se faire entendre et faire de leur voix une arme de combat.

Précisons toutefois, c'est l'une des hypothèses de ma recherche⁶, que si les savoirs de base ne sont pas toujours une condition *sine qua non* de l'exercice de la citoyenneté ou de l'activité syndicale militante, elle en facilite souvent l'exercice. Elle apparaît même dans certaines situations de responsabilité comme un outil indispensable. Néanmoins, il m'apparaît essentiel de briser quelques idées reçues. Ce sera l'objectif politique et la dimension éthique de cet article et son hypothèse principale : démontrer qu'il n'y a pas de déterminisme sociologique absolu entre situations d'illettrisme et non-exercice de la citoyenneté, pas plus qu'il n'y en a d'ailleurs entre haut niveau de "littératie" et engagement citoyen réel, conscient et actif dépassant le simple, mais très limité, usage du droit de vote. Il va de soi que lorsque j'emploierai dans ce travail le vocable de citoyenneté, il conviendra donc de l'entendre au sens large, c'est-à-dire celui d'une participation directe, concrète et active à la vie sociale dans un cadre organisationnel (association, parti, syndicat...).

Le document de recherche centré sur la militance syndicale est construit autour de trois parties. La première partie de ce document s'attache à problématiser les questions de la citoyenneté, du syndicalisme et de l'illettrisme. J'y fais une revue rapide de la question de l'illettrisme et de la citoyenneté et du syndicalisme dans la littérature contemporaine du domaine. J'en arrive à la conclusion que la question ne fut jamais réellement traitée hormis dans le cadre d'une "émotion" de la classe cultivée construite sur des représentations le plus

¹ Cette recherche, compte tenu de la difficulté de l'échantillonnage, n'a pas de prétention à la représentativité. Représentativité qui dans ce domaine, d'ailleurs, n'aurait pas grand sens.

² Lenoir H., Crespin C. (1998), *Illettrisme, représentations et formation dans la Fonction publique territoriale*, programme de recherche du G.P.L.I., 165 p.

³ Lenoir H. (2002), *Adultes en situations d'illettrisme et formateurs : rapports aux nouvelles technologies, représentations, discours et usages*, CEP-CRIEP, Paris X, 128 p.

⁴ Lenoir H. (2004), *Adultes en situations d'illettrisme et validation des acquis de l'expérience, le point de vue des professionnels de la formation*, CEP-CRIEP, Paris X, 62 p.

⁵ Foucault M. (1994), *Dits et Ecrits*, T. III, Paris, Gallimard, pp. 390 sqq., cité in *Réfractations* n° 12, 2004, p. 120.

⁶ Pour la méthodologie se reporter au rapport de recherche disponible sur le site de l'ANLCI.

souvent erronées ou partielles. J'y fait état en guise d'illustration de quelques beaux portraits de militants ouvriers (XIX^e-XX^e), en situations d'illettrisme et en responsabilité à un moment de leurs existences, rencontrés au hasard de mes lectures ou de mes activités. La deuxième partie évoque les situations d'illettrisme et la militance syndicale au travers les propos des militants eux-mêmes dans ces situations. La troisième, au travers de la parole de responsables syndicaux qui ont côtoyé et milité avec ces syndicalistes en situations d'illettrisme, aborde cette même problématique. Dans ce bref article, je me limiterai à faire état que des résultats de la deuxième partie de ce travail.

Paroles de militants

S'il est difficile de quantifier l'importance de l'illettrisme dans le monde travail, il est raisonnable de penser qu'il est comme ailleurs assez largement répandu et concerne une fourchette de 10 à 14 % de la population active⁷. Dans la sphère militante, cette quantification est toute aussi difficile et nous ne possédons aucune données spécifiques dans ce domaine. On peut toutefois faire l'hypothèse, mais avec prudence, que compte tenu des exigences de l'activité syndicale militante d'aujourd'hui et de sa dimension formative, il est peut-être un peu moins présent que dans la population totale mais rien n'est moins sûr surtout dans les nombreux secteurs à forte main d'œuvre ouvrière⁸ peu ou pas qualifiée.

Si pour moi, il était acquis par des témoignages directs ou des lectures que les situations d'illettrisme ne surdéterminent pas absolument les engagements des sujets sociaux, il convenait de tenter de mieux comprendre comment des adultes dans ces situations d'illettrisme conduisent leurs activités syndicales et de mieux mesurer en quoi ces situations gênent ces activités et entravent quelquefois leur développement. Soulignons que les militants que j'ai rencontré ont tous exercés des mandats syndicaux ou des responsabilités : *"J'étais au DP et après j'étais au CE"*, *"J'étais le meneur à peu près"*.

Pour ces syndicalistes en situations d'illettrisme militer est considéré comme une activité intellectuelle qui exige un engagement fort : *"C'est avec ma tête ! C'est avec mes pensées, c'est ce que je pense moi, comme tout le monde. On a nos idées, on a nos pensées, on sait ce qu'on désire"*. Elle implique en conséquence du travail personnel et la coopération d'une équipe : *"quand quelqu'un a un problème avec l'écrit (...), on travaille et puis on s'améliore"*, *"j'essayais d'avoir toujours une personne avec moi qui savait bien écrire dans l'équipe syndicale"*. Il n'est toutefois pas certain que ce constat soit la conséquence des situations d'illettrisme et qu'elles en soient les seuls moteurs. Des syndicalistes "lettrés" n'auraient sans doute pas un discours très différent, sauf en ce qui concerne les modes de solidarité et d'entraide spécifiques qu'entraînent les situations d'illettrisme *stricto sensu*.

Si la communication orale ne pose en général guère de souci aux militants, l'usage de l'écriture s'avère omniprésent dans l'activité syndicale : *"ce qu'on produit le plus régulièrement, c'est dans le revendicatif, ce sont des tracts"*. Et, ce qui est le plus frappant, c'est que, malgré des déficits d'écriture marqués, la majorité des militants interviewés utilisent peu ou prou l'écrit, même si bien souvent, ils se contraignent à écrire : *"on [s'] oblige à écrire, à produire quelque chose"*. La plupart acceptent le passage à l'écrit, sans doute ont-ils fait le

⁷ A propos de ces chiffres voir la dernière enquête IVQ.

⁸ "Ouvrier" au sens large puisqu'il peut s'agir dans certains cas de salariés relevant de la catégorie "employé". En effet, les couches populaires représentent aujourd'hui 60 % de la population active, soit à peu près la même part qu'en 1964 (sources : Guilly C., Noyé C., Ragu D. (2004), *Atlas des nouvelles fractures sociales en France*, Paris, Ed. Autrement.

deuil d'une production écrite strictement académique : *"Moi, je me comprends quand je le fais (...). Par contre, si j'écris le prof, il va dire que je suis nul à chier [sic]"*.

La plupart d'entre eux, dans l'activité syndicale, acceptent de mobiliser leur écriture "domestique" et s'assument comme "écrivants". Tous considèrent l'écriture, même s'ils ne la maîtrisent guère comme un outil essentiel du syndicalisme. Il convient donc de produire, coûte que coûte, quitte à se faire "corriger" par un membre de l'équipe qui connaît la difficulté : *"Mes tracts je les mets par écrit sur l'ordinateur et puis je les donne au secrétaire (du syndicat) qui me corrige", "on essaye de corriger avec les autres et de revoir ensemble"*.

L'usage de la lecture apparaît moins central soit parce que dans l'ensemble mieux maîtrisé par les militants, éventuellement à force d'usage syndical : *"Je sais lire, c'est pas un problème (...) pas aussi rapidement que des gens qui ont l'habitude de lire tous les jours. Pendant qu'ils auraient lu deux ou trois pages, moi j'en aurai lu une mais je l'aurai comprise quand même"*, soit parce qu'une part non négligeable des informations nécessaires à l'action passe par un autre canal de communication : *"Il y a des papiers que je ne lisais pas et c'était un tord. Je faisais toujours lire quelqu'un (...). Savoir lire et écrire sur le syndicat, c'est important"*. Quant au calcul, sauf dans le cas d'un mandat spécifique de trésorier, il est peu sollicité.

Néanmoins, une mauvaise maîtrise de l'écriture et de la lecture entrave donc assez rapidement l'activité syndicale : *"Arriver à transmettre par l'écriture, c'était infernal (...). C'était invivable parce que je comprenais tout à fait quand on était en réunion (...). Je ne pouvais pas le transmettre par écrit", "Dès fois, j'étais carrément bloqué, je me (cachais) dans une salle s'il fallait lire un texte"*.

Mais surtout cette gêne s'avère très vite un frein à des prises de responsabilités plus importantes dans les structures. L'écriture à un autre niveau de l'organisation et de responsabilité devient encore plus essentielle : *"Je pense que si je maîtrisais mieux l'écriture et la lecture, j'aurais été plus avant au niveau politique (...), pourquoi pas aller à la fédé (fédération syndicale) ou un truc comme ça"*. Bien souvent une écriture et/ou une lecture approximatives rendent inconfortable, la présence en formation syndicale : *"je n'osais pas aller en formation avec ce problème de ne pas savoir lire et écrire, j'avais peur de tomber sur un os"*.

Classiquement comme d'autres adultes en situations d'illettrisme, les syndicalistes interviewés afin de pouvoir conduire leurs activités et pallier leurs difficultés usent de multiples subterfuges et de contournements variés aujourd'hui assez bien connus. Soit, ils ont recours à une écriture personnelle "simplifiée", soit, ils sollicitent l'aide d'un tiers complice et de confiance afin d'améliorer leur écrit ou, dans certains cas, "sous la dictée" le faire écrire : *"Je m'en sors pas mal, toujours avec l'aide de bonnes âmes qui m'aident pour l'écriture", "Je le dictais à mon collègue et ensuite on faisait le PV"*. De plus afin de compenser des savoirs de base défaillant, certains militants interrogés s'emploient souvent à mobiliser les ressources de l'équipe syndicale de manière à ce que chacun y trouve sa place et puisse mobiliser ses talents quelles que soient les difficultés éprouvées. Tous, font état d'un recours systématique à leur mémoire qu'ils considèrent comme bonne, voire exceptionnelle : *"J'ai la chance d'avoir une bonne mémoire (...). Lors d'une réunion où il n'y avait pas de secrétaire, je pouvais sortir de la réunion et redire, même deux jours après, exactement ce qui s'était dit"*. Cette mémoire s'avère être l'outil essentiel, le moyen le plus fiable de compensation. Elle est peut-être développée, d'ailleurs, pour une part par l'activité syndicale elle-même. Au demeurant, pour ces syndicalistes, la mémoire supplée souvent à la trace écrite : *"Je pense que quand on a des difficultés avec l'écrit (...) on s'oblige à certains moments à mémoriser un certain nombre de choses"*.

Dans les équipes militantes, la situation d'illettrisme de tel ou tel est parfois connue de tous mais la plupart du temps, elle n'est sue que d'une ou deux personnes proches qui participent de "l'invisibilité" du phénomène : *"Il y avait certaines personnes qui savaient et d'autres non"*.

De facto, l'illettrisme, dans le milieu syndical n'est pas plus facile à assumer qu'ailleurs, il convient dans bien des cas de le dissimuler et ce quels que soient vos mérites, votre courage et vos qualités militantes. En effet, tant dans l'équipe militante, qu'auprès des collègues représentés ou de la hiérarchie, la connaissance de la situation d'illettrisme pourrait desservir le militant : *"Il y avait certaines personnes qui savaient et d'autres non (...); Il y avait une certaine crédibilité quand même parce que quand on sait pas lire et écrire..."*. Cette situation pourrait vite devenir contre productive soit en affaiblissant de sa crédibilité, soit celle de son organisation : *"Ils auraient mis des affichages que le délégué XXX ne sait pas écrire et pourtant vous lui faites confiance"*, *"Le fait qu'ils l'apprennent ça renforcerait pour ceux qui sont contre la XXX"*, d'où des précautions et la mise en place de stratégies d'évitement des situations mobilisant l'écriture ou la lecture : *"J'évite de prendre trop de notes parce qu'il y a toujours des yeux à côté (...) parce qu'il y a l'histoire des écritures. Là, on commencerait à entrer dans ce que j'aimerais pas que l'on découvre"*.

Conscients de leurs situations d'illettrisme, les syndicalistes rencontrés ont tous à un moment donné de leur parcours entamer, même si elle a parfois échouée, une tentative pour acquérir ou ré-acquérir les savoirs de base nécessaires à leur vie militante et personnelle. Les uns en utilisant l'activité syndicale comme prétexte et base de leur auto-formation *"Là, je m'y suis vraiment mis (...), j'ai vraiment été obligé de me mettre dans les bouquins"*, d'autres en associant l'équipe militante ou des membres de leur sphère domestique (conjoint ou enfant) : *"j'ai des difficultés, donc je m'oblige à écrire (...) et après à retravailler avec les collègues"*, d'autres encore en ayant recours à des dispositifs d'éducation formelle : *"J'ai demandé de faire (...) des cours du soir pour m'améliorer au niveau de l'écriture"*. Dans ce dernier cas, les difficultés pour parvenir à se former sont grandes, soit que l'offre de formation soit rare, soit inappropriée, soit lointaine ou à des horaires difficilement compatibles avec la vie personnelle, professionnelle et/ou militante qu'ont à assumer en parallèle la plupart des membres de notre échantillon.

Enfin, les réponses des organisations syndicales face à la question de l'illettrisme en milieu militant semblent inexistantes ou pour le moins indigentes : *"Je pense qu'à la XXX, c'est suspendu, il y a des gens qui en parlent, il y des gens qui voudraient faire"*. Il est vrai qu'en la matière la discrétion est de rigueur et que les militants dans cette situation ne formulent le plus souvent que des attentes diffuses même en ce qui concerne plus particulièrement l'aide à la formation. Néanmoins, certains de nos interlocuteurs souhaiteraient des initiatives dans ce sens : *"C'est une école qui manquait au syndicat. Ça aurait été bien qu'il y ait une école pour les gens qui veulent savoir lire et écrire. C'est ça qui manquait"*.

Conclusion

L'histoire et la littérature syndicale faisaient apparaître, au hasard de témoignages et de mes lectures, la présence de militants ne maîtrisant pas les savoirs de base. Certains considèrent sans doute hâtivement ces situations aujourd'hui impossibles. Certes, elles ne sont pas communes, encore que dans certains secteurs d'activité à forte main d'œuvre ouvrière, elles ne soient pas, à en croire les témoignages recueillis, si exceptionnelles et si rares que cela. Cette recherche bien que portant sur un échantillon restreint prouve, s'il en était besoin, que des syndicalistes en situations d'illettrisme sont encore présents sur le terrain de la lutte sociale et que parmi eux certains sont élus et sont en responsabilités de mandats quelquefois importants. Au terme de cet article, il m'apparaît important de souligner qu'il a bien été démontré dans cette recherche qu'il n'y avait aucun lien mécanique et systématique entre situations

d'illettrisme et engagement militant. Ainsi, il est possible de soutenir et de prouver que la non-maîtrise des savoirs de base n'interdit pas l'émergence d'une conscience sociale, pas plus qu'elle n'exclue de la possibilité de devenir un acteur engagé porteur de responsabilités. Il n'y aurait donc pas de déterminisme sociologique absolu dans ce domaine, ni probablement dans d'autres d'ailleurs. Certes, je ne suis pas en mesure d'affirmer que les témoignages de militants utilisés ne sont pas le reflet de situations, de fait, peu communes. Néanmoins ces témoignages, comme ceux de certains responsables⁹ laissent penser aussi que ces situations dans certains secteurs d'activités sont plus fréquents qu'on ne l'imagine souvent. Il conviendrait donc, afin d'interroger plus avant les représentations communes sur les liens qu'entretiennent illettrisme et militantisme, de mener plus loin cette recherche tant dans le milieu syndical qu'associatif que politique pour mieux comprendre et mieux appréhender, - faute de pouvoir les mesurer mais est-ce bien utile d'ailleurs ? - la place et la nature des activités sociales et militantes d'adultes en situations d'illettrisme.

Au-delà de ses résultats, cette recherche permet d'établir que sur la question des militants en situations d'illettrisme, les grandes confédérations syndicales sont assez dépourvues, tant au niveau des analyses, que du discours et encore plus de l'action. Elles n'abordent que très rarement cette question et lorsqu'elles s'y essaient les propos tenus restent très généraux pour ne pas écrire convenus voire emprunts d'un certain embarras. On ne peut que le regretter.

Hugues LENOIR
CREF-CRIEP-Paris X

⁹ La troisième partie de ce document fait état du témoignage des responsables syndicaux sensibilisés à la questions de l'illettrisme dans le monde militant.